

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION LA RUCHE

180 AVENUE MARCEL UNAL
82000 MONTAUBAN

Mesdames, Messieurs les Membres de l'association LA RUCHE,

I- OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA RUCHE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- FONDEMENT DE L'OPINION

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III- JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note « Changements comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant la mise en application, par anticipation, à compter du 1^{er} janvier 2024, du règlement comptable ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif au plan comptable général.

V- VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

VI- RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII- RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulouse,

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

FID SUD AUDIT



Signé par Claire Cambus
Le 26/05/2025

ID: tx_k6MrzLWMyM7x

Claire CAMBUS

Commissaire aux comptes

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	15 390	15 390		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 587 405	1 332 364	255 041	238 453
Installations techniques, matériel et outillages industriels	485 839	395 420	90 420	51 001
Autres immobilisations corporelles	132 940	122 760	10 180	17 243
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	28 762		28 762	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	597		597	597
TOTAL I	2 250 933	1 865 933	385 000	307 293
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	18 849		18 849	16 843
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	28 496	77	28 419	37 014
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	193 210		193 210	188 472
Valeurs mobilières de placement				609 674
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 224 797		1 224 797	665 890
Charges constatées d'avance	8 701		8 701	11 226
TOTAL III	1 474 054	77	1 473 977	1 529 119
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
IV				
V				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 724 987	1 866 009	1 858 978	1 836 413

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 886 627	1 886 627
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-378 863	-260 698
Excédent ou déficit de l'exercice	25 609	-118 164
Situation nette	1 533 373	1 507 764
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	12 471	16 699
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 545 844	1 524 463
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 819	15 591
Emprunts et dettes financières diverses	3 185	3 136
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	208 058	201 161
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	85 260	75 148
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 277	8 572
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	7 536	8 342
TOTAL V	313 134	311 950
Ecarts de conversion passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 858 978	1 836 413

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	9 188	
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	1 106 694	1 078 821
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	373 131	363 557
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		41 531
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	13 816	4 379
TOTAL I	1 502 829	1 488 289
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	334 505	343 267
Variation de stocks	-2 006	-1 219
Autres achats et charges externes	416 458	468 580
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	9 341	9 849
Salaires et traitements	553 426	586 153
Charges sociales	131 502	175 929
Dotations aux amortissements et dépréciations	45 718	55 806
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	8 952	625
TOTAL II	1 497 895	1 638 990
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	4 935	-150 702
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	735	12 960
Autres intérêts et produits assimilés	20 697	7 333
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	21 433	20 294
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	71	117
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	71	117
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	21 362	20 177
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	26 296	-130 524

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		10 586
Sur opérations en capital		4 228
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		14 814
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	688	2 453
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	688	2 453
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-688	12 360
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 524 262	1 523 396
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 498 653	1 641 560
EXCEDENT OU DEFICIT	25 609	-118 164

Contributions volontaires en nature

Dons en nature	
Prestations en nature	
Bénévolat	
TOTAL	

Charges des contributions volontaires en nature

Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens	
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 1 858 978 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 25 609 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'association a pour objet de favoriser l'insertion des travailleurs handicapés en créant un atelier protégé dont l'activité :

- La restauration collective
- La location des salles de réunion
- Le portage de repas

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Moyens :

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- l'association entend se déclarer comme une Entreprise Adaptée (anciennement Atelier protégé). Une entreprise adaptée compte au moins 55 % de **travailleurs en situation de handicap** dans ses effectifs. Afin de compenser **l'adaptation des postes** et des conditions de travail au handicap, les EA perçoivent une **aide au poste** de l'État.
- Permettre aux salariés, en fonction de leur parcours professionnel et de leur expérience de se reconverter via la formation professionnelle continue.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, aux dispositions du règlement ANC 2022-06 introduisant de nouvelles dispositions dans le règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au PCG.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

Immobilisations incorporelles et corporelles

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks

La valorisation des stocks est effectuée suivant la méthode du dernier prix d'achat.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément au règlement ANC n°2022-06, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 747000.

Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Dettes

Les dettes sont évaluées selon leur valeur nominale.

Produits constatés d'avances - Charges constatées d'avance

Le poste "Produits constatés d'avances" s'élève à : 7 536 € contre 8 342 € sur l'exercice précédent. Ce poste correspond aux paiements de nos clients effectués d'avance via un badge.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

Les charges constatées d'avances s'élèvent à 8 701 €. Elles concernent des charges pour l'exercices suivant.

Il s'agit principalement des contrats de maintenance.

Subventions d'exploitation

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec des administrations Article 1 Sont considérés comme autorités administratives au sens de la présente loi les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif, les organismes de sécurité sociale et les autres organismes chargés de la gestion d'un service public administratif.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat est de 4 254 €

Changements comptables

L'association a décidé d'appliquer le règlement 2022-06 à compter de cet exercice par anticipation.

Ce choix n'implique pas d'impact significatif sur les comptes clos au 31/12/2024 à l'exception de la reclassification des avantages en nature initialement comptabilisés en **transfert de charge** vers les **traitements et salaires**.

L'impact sur les comptes 2024 se traduit ainsi :

Diminution des produits d'exploitation du montant de l'avantage en nature soit 26 541,35€.

Diminution des salaires et traitements du montant de l'avantage en nature soit 26 541,35€.

Nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel

PCG, article 513-5

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel :

1. Les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel

Un événement est majeur lorsque ses conséquences sont susceptibles d'avoir une influence sur le jugement que les utilisateurs des documents de synthèse peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entité ainsi que sur les décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre.

Un événement inhabituel est un événement qui n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité.

2. Les écritures comptables d'origine purement fiscale (par exemple les amortissements dérogatoires)

3. Les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales ou les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres

Suppression de la technique du transfert de charges

La technique du transfert de charges, utilisée pour diverses opérations et considérée difficile à analyser par les utilisateurs des états financiers, est supprimée.

Différentes situations sont prévues par l'ANC afin de pallier la suppression de cette technique utilisée en pratique. Ces produits sont enregistrés par nature en produit dans des comtes de la classe #6.

Mise à jour de la nomenclature des comptes

La révision du plan de comptes permet notamment de supprimer près de 150 comptes.

Les niveaux de comptes du système développé et du système abrégé, figurant dans le PCG actuel, sont supprimés afin de ne maintenir qu'un seul plan de comptes.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3,38%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 64 721 euros.



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute		Augmentations
	en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 390		
TOTAL	15 390		
Terrains			
Constructions :	1 548 051		39 354
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :	430 531		55 308
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :	31 157		
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	101 783		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			28 762
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	2 111 522		123 424
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	597		
TOTAL	597		
TOTAL GENERAL	2 127 509		123 424
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			15 390
TOTAL			15 390
Terrains			
Constructions :			1 587 405
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements, const.			
Installations :			485 839
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements, divers			
- De transport			31 157
Matériel :			101 783
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			28 762
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			2 234 946
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			597
TOTAL			597
TOTAL GENERAL			2 250 933

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				15 390			15 390
TOTAL				15 390			15 390
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre				1 309 598	22 766		1 332 364
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				379 530	15 890		395 420
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport				15 963	6 231		22 194
Matériel de bureau et informatique, mobilier				99 735	831		100 566
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				1 804 825	45 718		1 850 543
TOTAL GENERAL				1 820 215	45 718		1 865 933
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations			Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	597		597
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	90	90	
Clients, usagers et comptes rattachés	28 406	28 406	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	363	363	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	25 572	25 572	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	165 521	165 521	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	1 755	1 755	
Charges constatées d'avance	8 701	8 701	
TOTAL	231 005	230 408	597

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	7 819	7 819		
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	3 185	3 185		
Fournisseurs et comptes rattachés	208 058	208 058		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	39 068	39 068		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	39 700	39 700		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	4 564	4 564		
Autres impôts, taxes et assimilés	1 928	1 928		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	1 277	1 277		
Produits constatés d'avance	7 536	7 536		
TOTAL	313 134	313 134		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire



Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 886 627				1 886 627
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-260 698	-118 698			-378 863
Excédent ou déficit de l'exercice	-118 164	118 698			25 609
Situation nette	1 507 764				1 533 373
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	16 699			4 227	12 471
Provisions réglementées					
TOTAL	1 524 463			4 227	1 545 844

Commentaire

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)					
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	2	
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	20	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	22	

Commentaire

Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées du 01/01/2024 au 31/12/2024	Dont reçues du 01/01/2024 au 31/12/2024	Solde à percevoir
	①	②	①-②
MSA MPN	125 100		125 100
AIDE AU POSTE	243 803	203 382	40 421
Total subventions d'exploitation	368 903	203 382	165 521

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 821	14 190
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	57 201	50 938
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		835
Instruments de trésorerie		
TOTAL	172 022	65 963

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	25	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	363	20 634
Valeurs mobilières de placement		9 674
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	388	30 308

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	7 536	8 342
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		7 536	8 342

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	8 701	11 226
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		8 701	11 226

Commentaire

Ventilation des ressources d'exploitation

Ventilation des ressources d'exploitation	Montant
SITE AMERIA	815 153
SITE AGORA	300 729
PRODUITS DIVERS	10 656
SUBVENTION D'EXPLOITATION	373 131
COTISATIONS	3 160
TOTAL	1 502 829

Commentaire

Le CA du site ALMERIA est composé de :

- CA self : 529 261€
- CA hors self : 285 892€



Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Solde		Montant	Variation
	31/12/2024	31/12/2023		
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		10 585.55	-10 585.55	-100.00
77200000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		10 585.55	-10 585.55	-100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital		4 227.97	-4 227.97	-100.00
77700000 QUOTE PART SUBV EQUIPEMENT		4 227.97	-4 227.97	-100.00
Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS		14 813.52	-14 813.52	-100.00
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	687.56	2 453.31	-1 765.75	-71.95
67200000 CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	663.18	2 453.31	-1 790.13	-72.97
67210000 CHARGES SUR EXERCICES ANT A 5.5%	24.38		24.38	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
TOTAL DES CHARGES	687.56	2 453.31	-1 765.75	-71.97
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-687.56	12 360.21	-13 047.77	-105.56

Commentaire